

Pau, le 29 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0139

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 14 mars 2003 réglementant le stationnement des véhicules de transports de fonds, de bijoux et de métaux précieux au droit de l'agence de la Société Générale situé au 13 boulevard du Recteur Jean Sarrailh ;

Considérant la fermeture de l'agence de la Société Générale ;

Considérant qu'aucun immeuble porte le numéro 13 sur le boulevard du Recteur Jean Sarrailh ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 14 mars 2003 qui réglementait le stationnement des véhicules de transports de fonds, de bijoux et de métaux précieux au droit de l'agence de la Société Générale situé au 13 boulevard du Recteur Jean Sarrailh est abrogé.


ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

14 AVR. 2023

Publié le


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire